

POLE INSTITUTE
Institut interculturel dans la Région des Grands Lacs
Goma

Dialogue intercommunautaire
au Nord Kivu : briser le mythe de Sisyphe

Rapport de la journée de réflexion du 8 décembre 2006

1. Minorités et majorités démocratiques : le triomphe des logiques ethniques

La démocratie directe, c'est-à-dire la gestion du pouvoir par tout le peuple, n'est pas matériellement possible dans des territoires de plus en plus peuplés, devant faire face à des enjeux vitaux de plus en plus complexes. C'est pourquoi la gestion du pouvoir est confiée à des représentants, censés agir au mieux des intérêts de ce peuple, mandataire du pouvoir.

Ces représentants sont identifiés à l'issue d'un exercice de compétition, qu'on appelle vote ou élection. Très schématiquement, c'est l'individu ou le groupe ayant la majorité, c'est-à-dire le plus grand nombre de voix, qui exercera le pouvoir ; l'individu ou le groupe minoritaire devant attendre un autre tour de l'exercice pour re-tenter ses chances.

Qu'en est-il dans la province du Nord Kivu ?

Les groupes ethniques démographiquement les plus nombreux constituent des majorités politiques de facto, ce qui suscite des inquiétudes au sein des communautés qui se trouvent éjectées de l'exercice du pouvoir par le simple fait qu'elles elles sont en petit nombre.

Dans un pays où la culture politique est encore balbutiante et qui se recherche encore en tant que nation, l'ethnie -ou la tribu- constitue la seule structure sociale au sein de laquelle la personne trouve encore un certain sentiment de sécurité et une **compréhension**, dans sa double signification de perception convergente des idées et de partage. L'on est (ou naît ?) Shi, Hunde, Nande, Hutu, Tutsi, etc. avant d'être Congolais. Déjà à l'aube de l'Indépendance de la RDC, les premiers partis politiques étaient essentiellement des mutualités ethniques ou tribales. Qu'on pense à l'Alliance des Bakongo (ABAKO) de Joseph Kasa Vubu, à l'ANAMONGO des ressortissants de l'Equateur, etc. Les partis à vocation nationale déclarée, comme le Mouvement National Congolais (MNC) de Patrice Emery Lumumba se comptaient plutôt sur les doigts d'une main.

Aujourd'hui, près d'un demi-siècle plus tard, la situation n'a guère changé.

Pendant la campagne électorale, les leaders politiques ont puisé dans les peurs, les fantasmes et les réalités ethnicistes pour se faire élire ou contrecarrer leurs adversaires. Certains élus de la ville de Goma ont ainsi été plébiscités parce qu'ils auraient constitué un rempart contre les Rwandais au plus fort de l'occupation rwandaise à l'Est de la RDC ou pour leur constance dans leur radicalisme anti-Banyarwanda.

Cependant, en démocratie, **la majorité n'est pas acquise d'avance et est rarement permanente**. Les politiques ont même quantifié mathématiquement cette majorité, du moins celle dite « simple », pour départager les aspirants au pouvoir, en la faisant équivaloir à 50% +1 ! En cas d'absence de majorité, plusieurs minorités coalisent au gré de leurs intérêts du moment pour constituer une majorité « hybride » qui, parfois, dure le temps que durent lesdits intérêts. A ce jeu-là, les autres minorités agissent dans le sens de devenir à leur tour des majorités, et aucune partie ne se sent en danger par rapport à l'autre.

Cela est loin d'être le cas lorsque les majorités biologiques se muent en majorités politiques dans la mesure où, à moins d'un cataclysme qui n'affecterait qu'une seule communauté ethnique, ou d'une révolution démographique en faveur des seules communautés peu nombreuses, les écarts resteront pour longtemps ! Prenons la composition ethnique de la province du Nord Kivu et son incidence sur la gestion du pouvoir issu des urnes.

La province du Nord Kivu présente une particularité : toute sa partie Nord (territoires de Beni et de Lubero) est peuplée par des communautés très culturellement proches, qui se reconnaissent comme Yira ou Nande. Le Sud (Rutshuru, Masisi, Nyiragongo et Walikale) est plus hétérogène : on y compte neuf communautés différentes. Le découpage électoral en RDC ayant réparti les sièges en fonction des Congolais inscrits au rôle d'électeur par entité électorale, la partie Nord avait la majorité absolue à tous les postes éligibles, indépendamment des partis politiques et des candidats.

Ainsi les Yira étant de facto la majorité des électeurs, l'Assemblée provinciale est majoritairement constituée de ressortissants de cette communauté (25 sur 42), ce qui leur permettrait de constituer une coalition capable de placer qui ils veulent à tous les postes éligibles de l'Exécutif et du Législatif au niveau de la province. En seconde position interviendraient les Hutu, qui sont les plus nombreux dans la partie méridionale de la province.

Certaines communautés ethniques étant surreprésentées alors que d'autres sont sous-représentées ou tout simplement absentes sur le nouvel échiquier politique, comment ces dernières seront-elles associées à la gestion politique de ce pays et plus particulièrement de cette province ? Si l'on applique littéralement la démocratie (1 homme, 1 voix) l'exclusion des minorités sera permanente ; il faudrait rectifier cette exclusion de fait par le partage du pouvoir, du moins aux postes non-éligibles afin de respecter la clause constitutionnelle qui exige que soit prise en compte la représentativité de toutes les sensibilités. La démocratie n'exclut pas la négociation.

Dans le contexte de la RDC en général et du Nord Kivu en particulier, en effet, les sensibilités ethniques priment sur les susceptibilités politiques et l'inclusion, tout comme l'exclusion, s'évaluent d'abord en termes ethniques.

2. Passer des logiques ethniques à une logique nationale

Dans le processus de l'édification d'un Etat congolais moderne, en commençant par la province du Nord Kivu, l'enjeu final en termes de représentation politique et de l'exercice du pouvoir serait que le mérite soit le seul critère de sélection individuel et que toutes les communautés, sans renier leurs diversités, se reconnaissent à l'intérieur d'une même nation et à travers leurs élus.

Cette étape sera longue, d'autant plus longue que nous avons de tous temps procédé au renforcement des cercles de protection à base ethnique au détriment des passerelles inter-identitaires pour faire face à une longue histoire faite de douleurs et d'oppressions. Face à la colonisation et à ses exactions, nous nous sommes retranchés en petits cercles (Hunde, Hutu, Luba, Kongo...) pour ne pas disparaître en tant que peuples. La dictature de Mobutu nous a renforcés dans les cocons ethniques, en jouant les uns contre les autres par un jeu de favoritismes envers certains ou par des violences qui opposaient les communautés entre elles. En aucun moment nous n'avons percé des passerelles pour relier les différents cercles et ainsi nous communiquer cette force de résistance qui aurait tellement gagné à être mise en commun.

Notre pays, notre province, devrait avoir l'image d'un espace contenant des cercles à ouvertures multiples et croisées et non un lieu où les communautés cohabitent sans réellement se croiser. A moyen terme, cela devrait être possible, à condition que la sécurité et la confiance naissent à l'intérieur de cet espace.

3. De la qualité de nos élus

C'est ici qu'intervient une autre dimension dans ce processus politique : celle de **la qualité de nos élus**. En effet, l'on a constaté que les citoyens n'ont pas utilisé leur tout nouveau pouvoir dans le sens de mettre en place des personnes qui leur seraient enfin redevables et soucieuses de leur bien-être. En général, ce sont les manipulateurs des peurs identitaires et les extrémistes qui ont eu la faveur de l'électorat. Cela aura certainement une incidence considérable dans les cinq prochaines années pour notre province.

En effet, le renforcement du pouvoir local à travers les Assemblées provinciales et les gouvernements provinciaux, qui auront à gérer la province au quotidien constitue une opportunité réelle pour l'avènement

d'une autre ère de gouvernance. Cependant, chacun doit apporter sa contribution afin que cette opportunité ne soit pas gâchée et que les anciennes habitudes d'opacité et de mauvaise gouvernance ne refassent plus surface. Par exemple, le législateur a prévu que 40% des revenus de la province seront désormais gérés à la source, mais qui sait à quoi correspondent les 40% ? Comment se fera la grille de répartition de ces fonds.

C'est une opportunité réelle offerte par la législation en cours ; mais comment relever le défi de la gestion de la province du Nord Kivu si certains élus n'ont ni les qualités ni les compétences requises pour cet exercice ? Il risque de se poser donc un problème d'hommes car l'Assemblée provinciale sera ce que nos élus en feront.

4. L'insécurité, encore et toujours

Alors que la RDC se trouve officiellement en période post-conflit, la réalité est tout autre au Nord Kivu. L'insécurité semble s'y être installée, et pour longtemps ! La guerre se poursuit entre les brigades non brassées du général Laurent Nkunda et les autres brigades des FARDC d'une part, et d'autre part, les Interahamwe- FDLR Rwandais continuent à semer la désolation sur des espaces importants de notre pays.

Le problème de la sécurité est donc réel et il affecte toutes les communautés ethniques sans exclusive. Le déroulement des élections et l'installation de nouvelles institutions légitimées par le vote populaire sont autant d'événements importants qui devraient concourir à l'avènement d'une paix durable et de la sécurité pour tous. Cette sécurité des personnes et de leurs biens devrait bénéficier à tous les citoyens de ce pays, au lieu que certains soient parfois victimes de ceux qui sont censés leur assurer cette sécurité, comme nous le vivons par-ci par- là.

Pour cela, la formation de l'Armée nationale et des questions politiques laissées en suspens par le processus de Sun City doivent trouver des réponses durables au niveau des instances habilitées pour ne pas continuer à diviser les communautés civiles.

Quant à la présence des forces armées étrangères sur le territoire congolais, elle constitue une menace réelle, mais cela ne semble pas préoccuper les autorités politiques et militaires compétentes, qui au mieux semblent les tolérer et qui, au pis, collaborent avec elles. Dans les espaces occupés par les FDLR et les Interahamwe, tout le pouvoir est en leurs mains . Un candidat député national à la dernière législative, a montré à l'assistance son ordre de mission visé par un major des FDLR à l'occasion d'une de ses descentes sur terrain pour battre campagne.

Il a même été signalé des mouvements suspects de recrutement de jeunes dans la ville de Goma, en vue de constituer une brigade spéciale,

sans que personne ne sache exactement dans quel objectif spécifique et sous quel commandement cela se passe.

En définitive, il est important et urgent d'instaurer un climat de sécurité pour que la province du Nord Kivu consacre ses ressources tant humaines que matérielles à son développement économique et au bien-être de ses populations.

5. Construire la confiance

Les années de la transition politique post- Sun City ont abouti à un échec, du moins par rapport aux objectifs déclarés de cette période.

Pour rappel, la transition politique congolaise avait comme principaux objectifs la réunification du pays, la pacification, la restauration de l'autorité de l'Etat, la réconciliation nationale, la mise en place d'une armée nationale intégrée et républicaine, l'organisation d'élections libres et transparentes ; le tout devant aboutir à un nouvel ordre politique.

Seule l'organisation des élections a abouti, même s'il y aurait à redire quant à la liberté et à la transparence du processus. Les autres objectifs ont été soit très partiellement soit pas du tout atteints. Parmi les facteurs ayant constitué un blocage dans la poursuite de ces objectifs, le **déficit de confiance** entre les acteurs politiques issus de Sun City a joué un rôle de premier plan. Le discours politique de ces acteurs a toujours été teinté de méfiance, et cela s'est répercuté sur les relations intercommunautaires jusqu'à la base, comme cela s'est vécu ici au Nord Kivu avec les fameux G2 – G7, censés représenter respectivement les deux ethnies rwandophones (Hutu et Tutsi) et les sept autres non- rwandophones. Bref, au lieu de la réconciliation nationale, la transition a été caractérisée par l'exacerbation de la fracture dans les relations entre les communautés de ce pays.

Ce déficit de confiance se traduit au niveau des communautés par un **déficit de dialogue**, notamment au plus fort des crises, comme ce fut le cas en décembre 2004 lors des affrontements de Kanyabayonga :

Ce qui apparaissait clairement comme un problème d'occupation de l'espace politique et militaire des forces qui se disputaient alors le pouvoir a été savamment manipulé sur le plan de relations entre les communautés. Depuis lors, le déficit de dialogue s'est installé dans la durée ; la méfiance et la langue de bois ont remplacé la franchise et le débat autour des intérêts de chacun et de tous.

Sans cette confiance, les passerelles multiples et croisées évoquées ci-haut ne sauraient se mettre en place, et le dialogue permanent tant souhaité deviendrait un dialogue des sourds.

6. L'implosion du Barza intercommunautaire du Nord Kivu : épiphénomène ou signe d'un malaise profond ?

Le Barza intercommunautaire du Nord Kivu, dans sa formule de départ, était justement fondé sur le dialogue et la confiance. Au pire moment de l'Histoire de cette province du Nord Kivu, pendant que la guerre faisait rage, les communautés ethniques ont décidé de briser la glace consécutive à toutes les frustrations générées par le contexte d'alors. Leurs leaders ont décidé de se parler, de maintenir un certain degré de confiance, nécessaire pour assurer un minimum de cohésion sociale.

Cependant, cette structure n'a pas survécu à la tempête de Kanyabayonga de décembre 2004. Plus que leur divergence d'interprétation de la guerre alors en cours, c'est le positionnement des uns et des autres par rapport à la source du pouvoir qui a fait voler le Barza en éclats. En effet, alors que les contraintes dues au contexte de guerre avaient obligé les communautés locales à se serrer les coudes, la perspective de gagner le pouvoir en jouant la partition de Kinshasa ou de le garder en jouant celle de Kigali a divisé la province en deux communautés fantômes, le G2 et le G7.

Pourquoi ce Barza s'est-il effondré comme un château de cartes ? Le dialogue et la confiance qui lui servaient de béquilles étaient-ils sincères ? Ses réalisations lui survivront-elles longtemps ? Autant de questions soulevées autour de ce problème, mais aussi autant de raisons de travailler sur la nécessité d'un dialogue intercommunautaire permanent.

7. Questionnements :

Le principe de ce dialogue étant acquis, plusieurs interrogations se posent, notamment :

- 1. Quels mécanismes inventer pour instaurer ce dialogue permanent au Nord Kivu ?**
- 2. Quelles passerelles jeter entre les communautés pour qu'elles se rassurent mutuellement ?**

Les premières réponses seraient :

1. Au niveau des mécanismes à inventer pour un dialogue intercommunautaire permanent, tous les groupes préconisent la mise en place d'une structure de réflexion et de discussion autour des intérêts communs. Cette structure serait informelle pour certains (pour éviter la bureaucratie et la récupération politique), représentative de toutes les communautés et libre de traiter de tous les sujets d'intérêt provincial. Loin d'être une structure concurrente

de toutes celles qui existent, notamment le Barza ou l'Assemblée provinciale, elle serait plutôt un lieu de ressourcement et d'enrichissement pour elles.

2. Quant aux passerelles à jeter entre les communautés, la constante qui se dégage est celle du dialogue, de la circulation de l'information. Les mots choisis pour le dire traduisent à eux seuls cette quête de franchise et de complicité positive (couloirs, réseaux, etc).

6. Prolongements

La mise en place d'un groupe informel d'échanges, d'analyse et de propositions a été ressentie comme une nécessité en vue de la consolidation d'un dialogue permanent autour de tous les défis de la province du Nord Kivu. Les participants à cette rencontre se proposent d'être le noyau fondateur de cette structure, quitte à l'élargir aux autres. C'est un acte d'engagement remarquable. Cependant, ce groupe devrait être assez souple pour intégrer des personnes ressources en fonction de la thématique à analyser et il ne tirerait sa légitimité que de la seule qualité de son travail. D'ores et déjà, les défis suivants ont été jugés prioritaires pour une réflexion approfondie du fait de leur forte incidence sur le contexte actuel et sur l'avenir de la province du Nord Kivu:

1. La problématique de la sécurité
2. La démocratie numérique et l'inclusion des minorités
3. L'éducation civique intercommunautaire
4. La Communication intercommunautaire

Il a été enfin suggéré qu'une Commission de réconciliation et de pacification soit mise en place à l'Assemblée provinciale du Nord Kivu.

Conclusion

Dans son mot d'ouverture, Aloys Tegera, Manager de Pole Institute, avait insisté sur la lourdeur et la délicatesse qui incombent aux Congolais, en ce moment de transition entre l'assistance de la Communauté internationale et la prise en main du destin de la RDC par les Congolais, en recourant à la métaphore du vase d'argile et du potier.

« La 3^{ème} République, a-t-il dit, est comme un vase d'argile entre les mains d'un potier. Nous sommes tous conscients que le processus électoral, de même que tout l'accompagnement de la transition ont été portés à bout de bras par la Communauté internationale. Qu'advient-il de ce vase fragile une fois que le potier le mettra à terre ? Les Congolais sont-ils assez habiles pour maintenir le vase en l'état et l'entretenir jusqu'à sa solidification ? Autant de questionnements qui méritent qu'on s'y arrête. En effet, le sort de la 3^{ème} République en RDC dépendra de ce que nous, Congolais, aurons décidé de faire de ce pays. Il dépend de nous de démolir le vase ou de le consolider ».

Cette métaphore, et ces questionnements, s'appliquent également *mutatis mutandis* à la province du Nord Kivu et à la cohésion sociale intercommunautaire. Il dépend de nous tous, et de nos élus en particulier, d'instaurer un climat de confiance et de dialogue franc autour des intérêts de tous, en privilégiant la négociation et la participation citoyenne au lieu de la loi du plus fort ou du grand nombre, sans nécessairement se démarquer des principes démocratiques. Là aussi il y a des passerelles à imaginer et des couloirs à inventer.

Annexes :

1. Dialogue intercommunautaire au Nord Kivu : briser le mythe de Sisyphe !

par Onesphore Sematumba, Pole Institute

« Et je vis Sisyphe qui souffrait de grandes douleurs et poussait un énorme rocher avec ses deux mains. Et il s'efforçait, poussait ce rocher des mains et des pieds jusqu'au sommet d'une montagne. Et quand il était prêt d'en atteindre le faite, alors la masse l'entraînait, et l'immense rocher roulait jusqu'au bas. Et il recommençait de nouveau, et la sueur coulait de ses membres, et la poussière s'élevait au-dessus de sa tête. »

Ainsi Homère décrit-il le supplice de Sisyphe, condamné à faire rouler une énorme pierre jusqu'en haut d'une montagne, et encore et toujours, indéfiniment.

Dans le contexte du Nord Kivu, ce vieux mythe grec résonne avec une étonnante modernité. Différentes structures ont tenté et tentent encore de porter vers les sommets les valeurs de tolérance et d'acceptation de l'autre pour un Nord Kivu fort de sa diversité culturelle, mais à chaque fois, le processus dévale la montagne et redescend dans la plaine.

La thérapie par la parole ou le dialogue pour la survie

Lors des pires moments de la rébellion, alors que les individus et les communautés vivaient les affres de la guerre et ses conséquences sur la vie des civils tant au niveau de la sécurité physique qu'à celui des relations nécessaires entre les communautés, des structures se sont mises en place, à la fois pour briser la glace de la méfiance et pour se serrer les coudes par le dialogue.

Il vous souviendra que les différentes rébellions ont occasionné beaucoup de morts, comme si ces guerres des 1996 et 1998 venaient parachever les cycles de violences dont notre province a fait les frais depuis les années 1960. La guerre de 1996, menée par l'AFDL, a particulièrement été meurtrière au sein de certaines communautés. Il s'en est suivi un climat de tension quasi généralisé entre les communautés du Nord Kivu, les unes s'estimant les cibles des autres, dans une entreprise délibérée d'éradication de « l'autre ».

C'est dans ce contexte très difficile que les communautés ont justement décidé de briser la glace, de se parler pour identifier les abus, leurs auteurs et les mécanismes de sortie des crises. A travers les détonations des armes, la voix de l'homme est parvenue à se frayer passage à travers le Barza et la Commission de Pacification. L'un des animateurs de la première formule du Barza, papa Thomas Kibira, nous a fait partager cette expérience.

Le Barza intercommunautaire du NK, était devenu en son temps une référence au point que :

- il a fourni un contingent important à l'administration et aux jeunes institutions de la transition ;
- les autorités de la transition ont tenté –sans beaucoup de succès, je vous dirai pourquoi- d'essaimer le Barza dans d'autres provinces, en commençant par celle du Sud Kivu ;
- lors des récents affrontements intercommunautaires au Bandundu, l'une des pistes de solutions préconisées par le ministre de l'Intérieur a été la mise en place des Barza intercommunautaires dans cette partie du pays.

L'appel des sirènes de l'autre côté de la montagne : silence, on cherche le pouvoir !

« *Elles sont belles, les cloches qui sonnent de l'autre côté de la montagne* », selon un dicton français.

Mais très rapidement, le silence s'est de nouveau installé, et le Barza a vu s'amenuiser son influence du fait que les « esprits étaient ailleurs ». dans l'histoire de cette province, les temps de dialogue entre les communautés sont ainsi coupés par de longs moments de silence ou, pire, d'intenses périodes de monologue collectif.

Ces moments de silence correspondent généralement à des périodes de grands enjeux politiques. Ainsi, sous le régime du Président Mobutu, la cohésion intercommunautaire était rompue à chaque échéance électorale, avec la résurgence de la question de la nationalité des Banyarwanda.

Plus près de nous , lorsqu'en 2004 la réunification politique du pays se concrétise, les fils du dialogue intercommunautaire se relâchent, comme si la nécessité de co-exister sur le petit espace du Nord Kivu passait au second plan par rapport à l'impératif d'exister, même en ordre dispersé, sur l'échiquier politique national. Il est même apparu que la légitimité locale, conférée par les communautés à travers les structures de régulation de conflits et de maintien du dialogue, cédait le pas à une autre légitimité « extra-muros », acquise en dehors de l'espace de la province, les deux pôles faiseurs de rois étant identifiés comme Kinshasa pour les uns et Kigali pour les autres. Au point que entre les pro- Kinshasa et les pro-Kigali, on chercherait désespérément où sont passés les pro- Nord- Kivu !

Maintenant que les nouvelles dispositions constitutionnelles accordent aux Nord-Kivutiens le pouvoir d'être eux-mêmes faiseurs de rois, comment s'assurer que le dialogue réel ne soit pas rompu, encore une fois, parce que les textes ont tranché ? Ou mieux, comment les populations, à travers leurs élus et leurs élites, maintiendront-ils le fil du dialogue entre les communautés pour ne pas créer un vide, propice à tous les malentendus ?

Le monologue collectif

J'appelle monologue collectif, une situation de communication où, dans un groupe, les intervenants prennent la parole à tour de rôle, sans se soucier du dire de l'autre. L'on parle sans se parler, l'on développe ses propres arguments sans tenir compte de ceux de l'autre, surtout lorsque celui-ci est perçu comme un adversaire. Refuser de lui

accorder l'écoute, c'est en quelque sorte le condamner d'avancer, lui renier toute possibilité de développer sa défense. En pareilles situations, le message est adressé à des tiers, supposés avoir une influence qui donnera raison au locuteur du moment, tout en condamnant fermement l'autre. C'est donc un cas de non-communication.

Dans le cas du Nord Kivu et du dialogue intercommunautaire, cela s'illustre par une abondante correspondance à sens unique, dont les destinataires sont à des milliers de kilomètres d'ici (le pape, le secrétaire général de l'ONU, le président de la République, etc.). Ces courriers s'appellent Alerte, Mémo, etc. Notre collègue Willy Kakitsa a mené une étude de ce genre de publications dans notre province, et ses conclusions seront rendues publiques incessamment. Mais d'ores et déjà l'on peut affirmer qu'en matière de dialogue, ces dialogues des sourds ont prouvé leur parfaite inefficacité, à moins que l'objectif ultime visé par leurs auteurs soit l'exacerbation des rancoeurs entre des personnes et des communautés « condamnées » à vivre ensemble.

Ces silences et ces monologues collectifs, ce vide dans le dialogue entre les communautés constitue un terrain fertile sur lequel poussent la rumeur, l'intoxication, la généralisation, et toute la violence qui mine nos relations depuis si longtemps :
«*La violence commence où la parole s'arrête* » (Marek Halter).

Nous avons tous vécu dans la chair la déchirure de la province en décembre 2004, lors de violents affrontements de Kanyabayonga entre les éléments de la 8^{ème} Région militaire et la 126^{ème} brigade des FARDC déployée par Kinshasa. Ce qui apparaissait clairement comme un problème d'occupation de l'espace politique et militaire des forces qui se disputaient alors le pouvoir a été savamment manipulé sur le plan de relations entre les communautés. Au point que le Barza intercommunautaire lui-même n'a pas résisté à la tempête et a été emporté par la vague. Depuis lors, le déficit de dialogue s'est installé dans la durée ; la méfiance et la langue de bois ont remplacé la franchise et le débat autour des intérêts de chacun et de tous.

Actuellement, nous assistons à une sorte de *remake* de la situation militaire de décembre 2004. Une fois encore, des combats opposent des éléments des FARDC sur fond des revendications politiques. Depuis le 25 novembre 2006, en effet, les 81^{ème} et 83^{ème} brigades non brassées sont en guerre contre les autres unités brassées et intégrées. Le feu, parti de Sake, a rapidement embrasé plusieurs localités de la province du Nord Kivu. Malgré les appels des autorités politiques pour prévenir toute interprétation ethnique des événements en cours, les tensions sont nettement perceptibles, même si elles se sont tassées lorsque le danger de la prise de la ville de Goma par les insurgés s'est éloigné.

Il nous paraît donc extrêmement important qu'un espace de dialogue se mette en place entre les acteurs civils de notre province afin de prémunir les populations contre les simplifications faciles mais aussi pour lancer une dynamique provinciale de dialogue permanent. Pour relancer le dialogue vers le sommet de la montagne et assurer les appuis nécessaires pour empêcher le retour vers la plaine. Pour sortir de l'engrenage tragique de Sisyphe !

Les questions suivantes sont, à mon avis, pertinentes dans notre contexte d'aujourd'hui :

1. Quels mécanismes mettre en place, à notre niveau pour instaurer ce dialogue vrai et permanent entre les communautés du Nord Kivu ?
2. Quelles passerelles inventer pour assurer un va-et-vient entre les communautés pour se rassurer les unes les autres ?
3. Dans le contexte politique du moment, que faire pour que la dynamique positive observée au niveau national (mise en place des institutions démocratiques et des textes juridiques) influe positivement sur les relations entre les communautés au Nord Kivu plutôt que de les déchirer davantage ?

Goma, 8 décembre 2006

2. **Ebauche d'état des lieux sur la démocratie au Nord Kivu**

Par le Chef de travaux Kimbere Kithaka,
Université de Goma

Cette ébauche est proposée à titre indicatif ; elle n'est pas exhaustive mais elle est destinée à susciter le débat et marquer notre attention en vue des résolutions pour un avenir durable.

Comment la polyarchie ou Gouvernement du plus grand nombre se concrétise au Nord Kivu ? Les tractations autour des députés nationaux et provinciaux révèlent plus d'une ethnocratie qu'une démocratie.

Dans tous les cas, les candidats ayant réussi à cette manipulation ou à tomber favoris d'elle sont effectivement élus. Le plus grand nombre au sens de l'arithmétique politique se visualise autour des majorités ethnicistes et suscite des inquiétudes à certaines communautés qui n'estiment plus transparentes et libres les élections dont elles n'ont tiré aucun profit. Ceci prédispose à la marginalisation et viole le principe de l'inclusivité des citoyens pour la participation effective et la valorisation de l'ordre du jour des assemblées délibérantes comme desiderata de toutes les couches populaires.

Cette polyarchie inquiétante, défavorable à certaines communautés, est aussi récupérée comme un atout par des partis politiques contaminés aussi par des vellétés ethniques. Ceci s'observe à travers des partis politiques ayant revêtu les qualités d'ethnopartis car universalisant les textes (Statuts et Règlements d'ordre intérieur) mais dont les niveaux idéologiques (Fondateurs), de la Praxis (comités opérationnels sur le champ politique), des militants et sympathisants restent exclusivement ethniques quoique l'on relativise l'homogénéité par quelques membres cooptés pour l'étiquette de diversification. Cela a comme conséquence les stratégies monolithistes de campagnes électorales et d'appui aux candidats.

En effet, les campagnes électorales se sont limitées à l'exhibition discursive des aspects négatifs de certains candidats, au lieu d'exposer les projets de société. La souveraineté et la liberté populaires ont été détournées au profit du mercantilisme véreux, spontané et détourné : cas des campagnes bornées aux distributions matérielles et à l'entretien de citernes de boissons locales sur les sentiers menant aux bureaux de vote.

Le processus électoral a connu certaines incohérences du fait que certains axes n'ont pas véritablement été contrôlés par la Police appropriée aux élections suite aux incapacités du Pouvoir civil à disposer d'une mainmise réelle.

Par rapport aux diverses libertés, tous les citoyens ont-ils suffisamment été informés pour comprendre les enjeux réels des élections?

Par rapport à nos identités, faisons-nous de notre diversité une valeur intégrée ?
Nous ne nous fions ni à l'agrégation ni à l'homogénéisation et nous cherchons des solutions dans le recours au pseudo- droit : entretien des milices ethniques, incitation des militaires de nos ethnies au refus de brassage, instauration de pourparlers parallèles lors des dialogues importants et validation de ce qui nous est commandité que ce qui nous est recommandé par les assises.

3. LISTE DES PARTICIPANTS

N°	Noms et Post-noms	Organisation
1	RUTINIGIRWA MULIRO Léopold	Pole Institute
2	SAFI ADILI	Baraza la Wazee
3	Christophe NDIBESHE	Notable
4	KAKITSA SIBABINDULA	Pole Institute
5	BATUNDI NDASIMWA	SOPROP
6	Pauline UWAMARIYA	Baraza la Wazee
7	MULISYA Bonané	COPEMECO
8	KALINDA Alexis	Baraza la Wazee
9	Didier KICHEMU	Notable
10	Mgr Patient KANYAMACHUMBI	Préfet du Collège Mwanga
11	Patient SEMUSWA	Directeur régional de l' OGEFREM
12	Gabriel HABIMANA	ULK/ GISENYI
13	Pierre KABANDA	Directeur de SCAR
14	Pierre Claver KABARAGASA	Commune de KARISIMBI
15	Bernardine DIAMBU	Radio Okapi
16	Liliane MUSIKAMI	Baraza la Wazee
17	Alice BENIMANA	Alpha- Ujuvi
18	KUBUYA MUHANGI	Secrétaire exécutif du CRONGD NK
19	Jean Marie MUHONGYA KATIKATI	ISDA- Consuting
20	Primo Pascal RUDAHIGWA	Pole Institute
21	Brigitte K. SAFI NGEZAYO	Secteur privé
22	Benjamin NDAMWENGE	Directeur général de l'ISEAF/ Mweso
23	Adrien KATSOMYA	CREDAP
24	Gaston KANGELE MUBAWA	MPC
25	Jules KUBUYA BWIRA	Etudiant/ ULPGL
26	Paulin SHETEBO KABULIRA	MPC/ Notable Nyanga
27	KIMBERE KITHAKA	UNIGOM- DIOBASS
28	Bernadette MUONGO	PAFEVIC
29	John KANYONI	Privé, député national honoraire
30	Thomas KIBIRA KATARUNGU	Sénateur honoraire
31	Aloys TEGERA	Pole Institute
32	Onesphore SEMATUMBA	Pole Institute
33	Prosper HAMULI BIRALI	Pole Institute
34	Thomas d'Aquin MUITI	Président provincial de la Commission Vérité et Réconciliation

This document was created with Win2PDF available at <http://www.win2pdf.com>.
The unregistered version of Win2PDF is for evaluation or non-commercial use only.
This page will not be added after purchasing Win2PDF.